



Commission consultative paritaire centrale (CCPC) AEFÉ

10 décembre 2025

Déclaration liminaire SNES-FSU et SNEP-FSU

Nous nous réunissons ce 10 décembre, premier jour de recrutement en CCPL des personnels détachés sur mission d'enseignement ou d'éducation pour la rentrée 2026, pour examiner, entre autres, le recrutement des détaché-es dans les quelques pays sans CCPL. **La FSU dénonce à nouveau une gestion chaotique de la publication des postes vacants ou susceptibles d'être vacants dans le réseau.** Certains sont escamotés en dehors de tout processus transparent et rationnel : les établissements font remonter les postes vacants et susceptibles de l'être, et le secteur géographique de l'AEFE, la direction du développement du réseau (DDAR) ou le délégué régional décident de ne pas les publier, quand bien même ils n'ont pas été fermés au Comité social d'administration (CSA) du 9 octobre. **Non seulement ces fermetures déguisées ou "gels de postes" sont le fait du prince, mais elles font fi de toutes les règles de fonctionnement de l'opérateur public !** Enfin, elles génèrent une confusion sans précédent, chez les collègues, dans les directions d'établissement et certains postes diplomatiques. Là aussi, ces pratiques doivent cesser.

Concernant le recrutement des personnels détachés dans les pays sans CCPL, nous constatons dans les documents préparatoires de cette CCPC que l'IGRD (Instruction générale de recrutement des personnels détachés) n'est pas été respectée dans un certain nombre de pays et que des postes ont été profilés (pour rappel : le seul profilage possible concerne la DNL et NSI). Nous ferons en séance des propositions pour que les classements soient conformes aux règles définies par l'AEFE dans l'IGRD.

Concernant les fins de mission avec non-renouvellements de contrat / détachement à Bilbao pour mesure de carte des emplois suite aux deux fermetures de postes décidées par l'AEFE malgré le vote contre unanime du CSA du 9 octobre : **une ligne rouge a été franchie, la FSU le dénonce solennellement de nouveau**, comme elle l'a fait au CSA du 9 octobre. Cette décision de l'AEFE, qui a cédé à une demande du comité de gestion, **contribue de manière évidente à la forte mobilisation actuelle contre la "réforme" annoncée de l'AEFE**, particulièrement dans le réseau Espagne, très mobilisé et déterminé à ne pas laisser précariser l'ensemble des personnels.